



## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 13/12/2025

Nombre de membres		
Affiliés	Présents	Qui ont pris part au vote
11	9	10

Vote		
A l'unanimité des membres présents		
Pour : 10		
Contre : 0		
Abstention : 0		

Acte rendu exécutoire après dépôt en SOUS PREFECTURE DE RIOM

Le :

Et

Publication ou notification du :

*L'an 2025, le 13 Décembre à 10:00, le Conseil Municipal de la COMMUNE DE MONTFERMY s'est réuni à la Salle de la Mairie, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur LONGCHAMBON Vladimir, Maire, en session ordinaire.*

*Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis de manière dématérialisée ou, par écrit à leur domicile aux conseillers municipaux qui en ont fait la demande, le 08/12/2025.*

*La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 08/12/2025.*

**Présent(s)** : M. LONGCHAMBON Vladimir, Maire,  
Mmes : CHARRETON Amandine, CHAUVY Christiane,  
MM : ARNAUD Daniel, CONDAT Daniel, LEMAITRE Guy,  
NOALHAT Alexandre, POURTIER Stéphane, ROBERT Claude

**Excusé(s) ayant donné procuration** : M. FAURE Pascal à  
M. POURTIER Stéphane

**Absent(s)** : Mme CHABERT Nadège

**A été nommé(e) secrétaire** : M. LEMAITRE Guy

*Le procès-verbal de la séance précédente a été lu et adopté.*

*Le quorum étant atteint, le conseil municipal peut délibérer.*

**2025\_08\_04 – AUTORISATION DONNEE A L'ORDONNATEUR POUR L'ADMISSION EN NON-VALEUR DES CREANCES IRRECOURABLES D'UN MONTANT UNITAIRE INFERIEUR A 100 EUROS**

**VU :**

- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code des relations entre le public et l'administration ;
- la loi n° 2022-217 du 21 février 2022, notamment son article 173 ;
- le décret n° 2023-523 du 29 juin 2023 fixant à 100 € le seuil maximal de délégation ;
- l'adoption par la Commune de la nomenclature comptable M57a ;

**CONSIDÉRANT QUE :**

- certaines créances de faible montant demeurent irrécouvrables malgré les diligences du comptable public ;
- il est opportun de simplifier la gestion de ces créances afin d'éviter des délibérations répétitives ;
- la délégation à l'ordonnateur permet un traitement plus rapide tout en garantissant la transparence des opérations comptables ;

**Exposé de M. le Maire :**

- M. le Maire rappelle que l'admission en non-valeur concerne les créances pour lesquelles les diligences de recouvrement se sont révélées impossibles, vaines ou disproportionnées au regard du montant à recouvrer.
- Il précise que l'article 173 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 permet désormais aux assemblées délibérantes de déléguer à l'exécutif l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables de faible montant.

Envoyé en préfecture le 18/12/2025

Reçu en préfecture le 18/12/2025

Publié le 22 DEC 2025

Berser  
Levraut

ID : 063-216302380-20251213-2025\_08\_04-DE

- Le décret n° 2023-523 du 29 juin 2023 fixe pour les communes le seuil maximal de cette délégation à 100 €.
- La Commune ayant adopté la nomenclature comptable M57a, il est possible de simplifier la gestion des créances irrécouvrables en autorisant l'ordonnateur à agir par simple décision.
- M. le Maire propose donc d'être habilité à admettre en non-valeur les créances irrécouvrables d'un faible montant, tout en maintenant une information annuelle du Conseil municipal.

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des suffrages exprimés :**

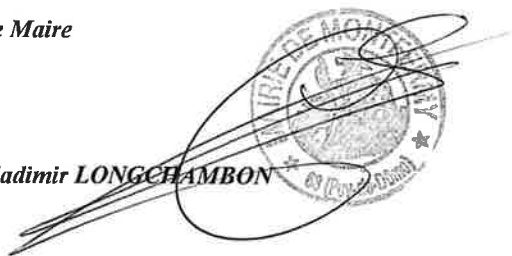
1. AUTORISE M. le Maire, en qualité d'ordonnateur, à admettre en non-valeur, par simple décision, les créances irrécouvrables dont le montant unitaire est strictement inférieur à 100 €, conformément au décret n° 2023-523 du 29 juin 2023 ;
2. DIT QUE les créances pourront être admises en non-valeur lorsqu'elles auront été déclarées irrécouvrables par le comptable public au regard :
  - de l'absence de paiement malgré les relances ;
  - de l'insolvabilité avérée du débiteur ;
  - ou d'un coût de recouvrement disproportionné par rapport au montant de la créance ;
3. DIT QUE les admissions en non-valeur seront prononcées par arrêté du Maire. Chaque décision sera justifiée et conservée pour permettre tout contrôle du comptable public ou du Conseil municipal ;
4. DIT QU'UN état détaillant les créances admises en non-valeur au cours de l'année écoulée, assorti des motifs d'admission, sera présenté annuellement au Conseil municipal ;
5. DIT QUE la présente délibération sera soumise au contrôle de légalité et adressée à M. le Comptable public de RIOM pour application.

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que la présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours pour excès de pouvoir par courrier adressé au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.  
Au registre suivent les signatures

*Pour copie conforme :  
En mairie, le 18/12/2025*

**Le Maire**

  
**Vladimir LONGCHAMON**

**Le secrétaire de séance**

  
**Guy LEMAITRE**